

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 07/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONFLANDEY INDUSTRIES SAS

Lieu dit Port d'Atelier
70160 Amance

Références : UID257090/SPR/LT/ST 2024 – 0618C
Code AIOT : 0005901053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 juin 2024 dans l'établissement CONFLANDEY INDUSTRIES SAS implanté Rue de la Fontaine 70160 Amance. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de l'inspection.

Les points de contrôle visés concernent :

- le suivi des suites visées par la visite du 7 juillet 2022 ;
- la surveillance et respect des VLE au point de rejet n°1 (eaux de process).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONFLANDEY INDUSTRIES SAS
- Rue de la Fontaine 70160 Amance
- Code AIOT : 0005901053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAS CONFLANDEY INDUSTRIES exploite une usine de tréfilage sur la commune d'Amance. Le site relève du régime de l'autorisation (arrêté préfectoral DRIRE/I/2008 n°3257 du 28 novembre 2008), au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des ICPE, avec 109,60 m³ de

volume autorisé des cuves affectées au traitement de surface (TS de métaux par un procédé électrolytique ou chimique).

La SAS CONFLANDEY INDUSTRIES, filiale du groupe allemand SAARSTAHL, exploite également une usine de tréfilage sur la commune d'Amoncourt. Les deux sites fonctionnent en étroite collaboration puisque :

- l'approvisionnement en bobines de fil s'effectue par voie ferrée depuis le site du fabricant sis dans la Sarre (Allemagne) vers le site d'Amance ;
- le fil fait l'objet, si nécessaire en fonction du type de produit, d'une première série de traitements sur le site d'Amance (ébauche et/ou autres traitements) ; il est ensuite envoyé par camion sur le site d'Amoncourt pour y subir le cas échéant une série de traitements complémentaires ; enfin, les produits finis sont expédiés par camion ;
- la réception et l'aiguillage des produits dangereux nécessaires à l'exploitation de ces deux usines sont effectués sur le site d'Amoncourt ;
- une partie des effluents rejetés par l'usine d'Amance sont traités dans la station d'épuration (STEP) de l'usine sise à Amoncourt (STEP interne plus performante).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.20.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	4 mois
3	Installations de TS - Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.20.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.5.7 et T3-4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Schémas des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.6 et T2.5.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	4 mois
9	Respect des VLE (DCO) pour les rejets aqueux	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Connaissance des risques	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.9.2.1, T3.7, et T2.19.3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Diagnostic et étude technico-économique d'eau	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 1	/	Action en cours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Mesures de recalage/comparaison de l'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Inclure une comparaison sur DCO, Fer et Etain
10	Recherche des substances RSDE	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 6.2	/	Action en cours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

A – Les mesures et analyses de rejets aqueux en sortie de STEP vers la rivière “La Saône” montrent des dépassements des valeurs limites en concentrations et en flux pour le paramètre DCO. Après recherche des causes, des actions correctives doivent être réalisées.

B – Le plan des zones à risques est à construire à l’aide des connaissances bibliographiques.

C – Le poteau incendie, les RIA, le système de désenfumage ne font pas l’objet de vérifications périodiques. L’exploitant a d’ores et déjà initié des démarches correctives auprès d’un bureau de contrôle et s’est engagé à les réaliser au cours de l’année 2024.

D – Le schéma des réseaux d’eaux est à compléter (deux vannes à reporter sur réseau AEP).

E – des justificatifs sont attendus à propos du système de désenfumage ainsi que du volume de confinement utile (en relation avec les besoins en eaux du site pour lutter contre un incendie), le cas échéant en cas d’inadéquation des actions correctives devront être engagées par l’exploitant.

Le non-respect de telles dispositions expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du Code de l’environnement.

En application de l’article L.171-8 du Code de l’environnement, un projet d’arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens pour le point n°A.

Observations, documents attendus :

L’exploitant doit prendre l’attache du SDIS (ou d’un bureau d’études) pour valider les besoins extérieurs en eau, et in fine les volumes de confinement des eaux d’extinction dont il est nécessaire de disposer en tout temps ; le cas échéant si le volume et/ou les besoins en eaux sont insuffisants, des actions seront à engager.

Il convient que l’exploitant prévoie une mesure de comparaison de son autosurveillance des rejets aqueux pour les paramètres DCO, Fer et Etain.

Une procédure et des consignes sont à créer pour le confinement des eaux d’extinction. Elles seront utilement annexées au plan d’intervention. La manœuvre de la vanne d’obturation du réseau d’eaux de rinçage est à réparer.

Les classeurs recensant les produits dangereux par atelier seront mis à disposition au bâtiment administratif, isolé de l’usine. Il convient que l’exploitant vérifie au moins annuellement la mise à

jour récente des FDS auprès de ses fournisseurs.

L'exploitant est invité à se prononcer sur les actions qui seront proposées par l'étude technico-économique de réduction des prélèvements/consommations en eau.

Pour les deux autres campagnes trimestriels de recherche des substances dites RSDE, d'autres jours doivent être visés pour construire l'échantillon et ainsi être représentatif de l'ensemble des modes de production. À l'issue des 4 campagnes, il convient que l'exploitant agrège l'ensemble des résultats et propose un programme de surveillance pérenne de ces rejets aqueux.

L'inspection prend acte de la réalisation du plan de gestion des solvants (PGS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.9.2.1, T3.7, et T2.19.3
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p><i>Article T2.9.2.1 – Connaissance des risques</i> L'exploitant dispose et tient à jour les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents ou stockés dans l'établissement. En particulier, les fiches de données de sécurité [...] sont établies et maintenues à jour pour toute substance et toute préparation dangereuse [...]. Ces fiches doivent être tenues à la disposition du personnel d'intervention en cas de sinistre, qu'il soit interne ou externe à la société. [...]</p> <p><i>Article T3.7 – Installations de TS – Nature et risques des substances</i> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage, etc.) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. [...]</p> <p><i>Article T2.19.3 – Registre entrée/sortie</i> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]</p>
Constats : <p>Des classeurs ont été construits et mis en place pour chaque atelier. Ils comportent la liste des produits chimiques avec les quantités maximales pouvant être présentes sur site et les fiches de données de sécurité. Celui du secteur « enrouleur ligne » a été présenté en cours de visite. Les FDS sont également disponibles dans la base de données SEIRICH (INRS), avec saisie de l'état des stocks. À court terme, considérant en situation accidentelle la possibilité de non-accessibilité des ateliers,</p>

<p>une version de l'ensemble des classeurs sera disponible au niveau du bâtiment « administratif/réfectoire » qui est isolé géographiquement de l'usine (distant ~100m).</p> <p>Un plan de masse localise également les produits chimiques au niveau de l'usine ainsi que sous forme de tableur la liste avec les mentions « inflammable », « Explosif », « toxique », « CMR ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le tableur faisant office de liste pourrait mentionner précisément et exhaustivement les mentions de danger (Hxxx) au sens du règlement CLP de chaque produit chimique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.201</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant recense les parties de l'installation dites zones à risques qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de localisation des risques reporte géographiquement les produits chimiques avec une mention de danger de la FDS.</p> <p>Non-conformité : Toutefois, ce plan n'identifie pas les risques explicitement par zones (incendie, explosion et/ou toxique).</p> <p>L'ensemble de l'usine est équipé de détecteurs incendie.</p> <p>L'inspection a fait remarquer à l'exploitant qu'aucune zone d'explosion n'était recensée quand bien même des installations de combustion au gaz sont exploitées : une chaudière vapeur et deux fours de traitement thermique.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à construire son plan notamment à l'aide des précédentes études de dangers produites, le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), des retours d'expérience d'accident/incident (interne et externe)...</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit dans un délai de 4 mois produire ce plan de localisation des risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Installations de TS – Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p><i>Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. [...]</i></p>
Constats : <p>L'adéquation du système de désenfumage en place (dont la surface des exutoires existants) avec les règles en vigueur n'a toujours pas été examinée.</p> <p>Ces systèmes ne font plus l'objet depuis 2018 de vérifications de bon fonctionnement (commande et ouverture). Une commande auprès de la société CHUBB a été engagée post-visite pour une vérification au cours de l'année 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra communiquer d'ici 6 mois à l'inspection une note permettant de justifier, sur la base de l'expertise d'un organisme compétent, que les ouvertures présentes actuellement en toiture sont suffisantes pour permettre l'évacuation à l'air libre de la chaleur, des fumées, et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection le compte-rendu de vérification du système de désenfumage. Si cette vérification met en évidence des correctifs à mettre en œuvre, ces derniers devront être engagés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.20.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

Les ateliers et installations doivent être dotés de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis et accessibles en toute circonstance, notamment :

- d'appareils d'incendie (bouches, poteaux, etc., munis de raccords normalisés) de capacité en rapport avec les intérêts à défendre. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires ;
 - d'extincteurs de tous types répartis à l'intérieur des locaux. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
 - de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- et, le cas échéant :
- de robinets d'incendie armés ;
 - de systèmes de détection automatique d'incendie associés à une alarme ;

[...]

Ils doivent être [...] vérifiés au moins une fois par an.

[...]

De plus, la défense extérieure du site doit comporter, en accord avec le service départemental d'incendie et de secours, deux réserves artificielles d'eau de 200 m³ chacune, munies individuellement de trois sorties de diamètre 100 mm. L'alimentation est assurée par une station de pompage de 100 m³/h. Un poteau d'incendie, installé sur le domaine public, [...] implanté à l'entrée du site servira à alimenter les véhicules porteurs d'eau en rotation en cas de sinistre. [...]

Constats :

L'exploitant a calculé ses besoins en eau sur la base du référentiel du guide D9 « Guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ». Les besoins en eau selon cette méthodologie sont de **2160 m³/h** pendant deux heures.

L'exploitant dispose pour sa stratégie de défense contre l'incendie :

- un poteau public à l'entrée du site (soit à plus de 500 mètres de l'usine) ;
- deux réserves le long voie ferrée interne de 115 m³, toujours tenues au niveau maximum avec des sorties de diamètre 100 mm complété par l'eau dans le réseau de canalisation estimé à 280 m³ soit un total de 510 m³ ;
- d'extincteurs appropriés aux risques répartis sur tout le site ;
- deux RIA.

Les caractéristiques du poteau (débit et pression) utilisé pour faire des rotations de camions-pompes n'est pas connu.

Les RIA n'ont pas fait l'objet de vérifications.

Les extincteurs font l'objet de vérifications à fréquence annuelle. Les contrôles de l'inspection par sondage sur 3 extincteurs confirment ces vérifications par l'organisme DESAUTEL en décembre 2023.

Par ailleurs, pour la détection précoce d'un départ de feu, l'ensemble de l'usine est équipé de détecteurs incendie reliés à une centrale. En cas de détection, des numéros interne sont appelés en cascade (présence permanente d'équipes sur site). Si l'acquittement n'est pas réalisé sous 5 min, la sirène se déclenche. La centrale était en service. Ces équipements font l'objet d'une visite de vérification par l'organisme SIEMENS à fréquence semestrielle, complétée au besoin par des actions curatives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a d'ores et déjà engagé la vérification du poteau et des RIA. La vérification devrait être réalisée avant la fin d'année 2024.

L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection les compte-rendus de ces vérifications.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.5.7 et T3-4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>T2.5.7 – Bassin de confinement</i> <i>L'établissement doit être pourvu d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent capable de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</i></p> <p><i>T3-4 – Installations de TS – Bassin de confinement</i> <i>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</i> <i>Le volume de ce bassin est déterminé suivant une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits ou préparations très toxiques ou toxiques et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>La note de calcul selon le guide D9a « <i>guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction</i> » aboutit à un volume à mettre en rétention de 4320 m³. Ce volume est basé comme donnée d'entrée sur les besoins en eaux mentionnés au point de contrôle n°4. L'exploitant dispose d'après ses calculs d'un volume de 166 m³ répartis de la façon suivante : – canalisations 8 m³ ; – cuve de relevage fosse STEP capacité de 100 m³ disponible à 70 % en tout temps soit 70 m³ ; – deux fosses (eaux chargées et rinçage) 18 m³ ; – bac de relevage 70 m³.</p> <p>L'isolement du réseau vers le milieu extérieur est réalisé en arrêtant la pompe de relevage de la STEP et/ou en manœuvrant la vanne d'obturation du réseau rinçage et eaux chargées. Ces deux vannes ont fait l'objet d'un test de fermeture lors de la visite. La manœuvre de la vanne du réseau rinçage était impossible. La question s'est posée sur la pente des sols des bâtiments et in fine la direction des eaux vers le réseau « rinçage » et « eaux chargées ». L'exploitant a déclaré qu'au niveau des installations de traitement de surface, les liquides sont bien dirigés vers ce réseau. Pour les autres parties et notamment lié à la présence d'ouvrants sans seuils, il convient que l'exploitant s'assure par un relevé topographique l'absence d'écoulement vers l'extérieur (et donc vers le milieu naturel).</p> <p>Le volume disponible n'est pas suffisant par rapport au calcul théorique selon le guide D9a</p>

(découlant des besoins en eau selon le guide D9). Les produits libérés en cas d'incendie doivent également être pris en compte dans le calcul.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre l'attache du SDIS ou d'un bureau d'études spécialisé pour valider les besoins extérieurs en eau, considérant les typologies de produits fabriqués ou entreposés. C'est à partir de ce besoin en eau « affiné » que la conformité du volume du bassin de confinement (ou dispositifs équivalents) sera prononcée ainsi que les besoins actuels pour la défense contre l'incendie.

L'écoulement des eaux au droit des différentes zones du bâtiment de production doit être évalué pour en connaître l'exutoire.

Il convient que l'exploitant rédige la procédure et les consignes de mise en œuvre du confinement des eaux en situation accidentelle. Elles seront à annexer au plan d'intervention et comportera l'organisation mise en place (effectif en charge des actions en situation accidentelle).

Des tests périodiques doivent être réalisés et consignés pour vérifier le dispositif de confinement du site. La manœuvre de la vanne « rinçage » doit être remise en fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Schémas des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article T2.6 et T2.5.6

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article T2.6 – Plans et schémas de circulation

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des eaux pluviales, des eaux d'alimentation, des eaux industrielles et des eaux usées domestiques comportant notamment :

[...]

– les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire, etc.),

[...]

Ils sont tenus à la disposition de l'IICPE ainsi que du SDIS.

Article T2.5.6 – Conception des réseaux d'égouts

[...]

Le site est équipé de systèmes de déconnexion fixes ou mobiles (obturbateurs, vannes, etc.) permettant d'isoler les réseaux par rapport au milieu naturel. [...]

Constats :

<p>Un schéma des réseaux a été construit et présenté dans sa version de novembre 2022. Ce plan comprend les réseaux d'eaux pluviales/refroidissement, eaux de rinçage, eaux chargées, eaux industrielles et eau potable. Les deux vannes d'obturation des eaux de rinçage et chargées avant l'entrée en STEP sont reportées sur ce plan. Toutefois, les deux vannes sur le réseau d'AEP ne sont pas signalées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le schéma des réseaux doit être complété intégrant les vannes sur le réseau d'eau potable.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 7 : Diagnostic et étude technico-économique d'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la ressource en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ainsi qu'une étude technico-économique de réduction de ces consommations. [...]"</i></p> <p><i>Ce diagnostic de consommation et cette étude de réduction sont réalisés avant le 31 mai 2023, et transmis à l'inspection des installations classées."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'avancement de la réalisation de l'étude technico-économique a fait l'objet d'une présentation en visioconférence avec le bureau d'études mandaté.</p> <p>Les phases d'évaluation des consommations et propositions de solutions sont à 80 % terminées.</p> <p>Le rapport d'études devrait être produit en septembre 2024.</p> <p>L'une des actions de réduction consisterait à produire de l'eau adoucie et osmosée pour injection dans les tours aéroréfrigérantes. La baisse attendue de la consommation d'eau du site, prélevée dans le cours d'eau « la Superbe » serait de 40 %.</p> <p>L'inspection fait remarquer que le volet récupération des eaux pluviales et diagnostic des fuites dans le réseau sont aussi à investiguer.</p> <p>Par ailleurs, le diagnostic devra mettre en exergue la part des consommations par activité (tréfilage / traitement de surface...). En référence au document de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF STM sur le traitement de surface des métaux, des propositions d'actions telles que la mise en cascade des bains de rinçage et la régénération des eaux de rinçage (si non mis en œuvre sur toutes les chaînes) sont à investiguer suivant un bilan coût/avantage.</p> <p>L'étude devra également proposer un indicateur pertinent pour évaluer la consommation d'eau en relation avec la production. En effet, la consommation d'eau n'est pas identique par typologie de fil produit.</p> <p>Considérant la production de l'étude bien engagée, il n'est pas proposé de suites à ce point de contrôle. Le délai fixé au 31 mai 2023, certes échu, était trop court pour rechercher un prestataire et produire une étude sérieuse.</p> <p>L'étude devra répondre à l'ensemble des points de l'article 1 de l'APC du 22 mars 2023.</p>

Outre la résilience du site à l'aléa sécheresse, les actions de réduction peuvent permettre de déroger aux prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage (réduction de 25 % en situation d'alerte et 50 % en situation d'alerte renforcée) si une réduction substantielle est constatée. Pour cela, il devra être démontré que les besoins en eau utilisés ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. L'exploitant est ainsi invité à se prononcer sur les actions qui seront proposées par l'étude technico-économique de réduction des prélèvements/consommations en eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures de recalage/comparaison de l'autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

*"II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures **fiabiles, répétables et reproductibles**. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.*

[...]

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

*Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. **Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.***

*Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs **de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.***

III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme

signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. "

Constats :

Note : Le référentiel réglementaire fait référence au guide « mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux ICPE, février 2022 – MTE ».

Le guide précise au §1.2.3 pour un site soumis au suivi régulier des rejets « SRR » :

« Si un site est soumis au suivi régulier des rejets, l'exploitant fournira à l'inspection en amont du début du programme de surveillance la décision relative à l'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets qui lui aura été délivrée par l'agence de l'eau ainsi que le dernier rapport de diagnostic de fonctionnement du dispositif. Cet agrément est subordonné entre autres à la conformité des dispositifs de mesure, de prélèvement et d'analyses vis-à-vis des normes et des règles de l'art en vigueur. Dans le cas où les éléments fournis sont validés par l'agence de l'eau, alors le dispositif de suivi des rejets mis en œuvre par l'industriel est considéré conforme pour l'ensemble des substances du programme de surveillance. »

L'exploitant réalise sur son échantillon construit sur une durée de 24 heures une analyse des paramètres suivants selon la fréquence minimale prescrite par l'APC du 28 juillet 2023 :

- débit, température, pH, DCO, MES à fréquence journalière
- Cuivre, Etain, zinc, Fer (fréquence hebdomadaire).

Ces paramètres font l'objet trimestriellement sur le même échantillon d'une analyse par le laboratoire MAPE accrédité COFRAC.

Dans le cadre des versements de la redevance à l'agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, l'exploitant a fait réaliser le 12 octobre 2023 par le bureau d'études APAVE le contrôle des dispositifs d'autosurveillance. En effet, le site est soumis au suivi régulier des rejets (SRR) au titre de l'article R. 213-48-6 du Code de l'environnement. L'agrément SRR-2007-007 est prononcé. Le rapport note un écart sur le zinc.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant inclue des mesures de comparaison pour les paramètres DCO, Etain et Fer non inclus dans le rapport APAVE susvisé. Le cas échéant, l'exploitant mettra en place des mesures correctives pour remédier à tout écart. Les recommandations du rapport APAVE sont à prendre en compte.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 9 : Respect des VLE (DCO) pour les rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2023, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux superficielles

Prescription contrôlée :

« - l'exploitant met en œuvre la surveillance minimale décrite dans le tableau ci-dessous.

*– les eaux industrielles doivent respecter les caractéristiques suivantes en valeurs limites d'émission :
Tableau »*

Constats :

Le contrôle a porté sur le point de rejet n°1 correspondant aux rejets d'eaux de rinçage et eaux de process chargées. Avant rejet dans la rivière "La Saône", les effluents sont traités par la STEP interne de type physico-chimique.

Note/Préambule :

Les rejets renfermant des substances organiques sont à l'origine d'une consommation de l'oxygène présent dans le milieu aquatique qui les reçoit et peuvent, s'ils sont trop abondants, tuer les espèces aquatiques par asphyxie.

Une pollution par les matières organiques peut se caractériser par différents paramètres :

- La Demande Chimique en Oxygène ou DCO qui représente la quantité d'oxygène consommée, exprimée en milligrammes par litre, par les matières oxydables chimiquement contenues dans un effluent. Selon la méthode normalisée, il s'agit de l'oxydation par un excès de dichromate de potassium en milieu acide, des matières oxydables contenues dans l'effluent. La DCO constitue un précieux paramètre indicateur de la présence de polluants dans les eaux résiduaires. Elle est représentative de la majeure partie des composés organiques mais également de sels minéraux oxydables (sulfures, chlorures...).
- Les rapports DCO/DBO5 montrent que les effluents sont difficilement biodégradables « DCO dure » (rapport très largement supérieur à 5).

Constats

Suite à l'arrêté préfectoral dit RSDE du 28 juillet 2023 révisant les fréquences de suivi, les valeurs limites (VLE) en concentrations et flux des effluents de l'usine, l'outil de télédéclaration appelée GIDAF est renseigné à fréquence journalière pour les paramètres : débit, température, pH, DCO, MES.

Les valeurs relevées et télédéclarées par l'exploitant sont pour le paramètre DCO :

Date	Concentration (mg/l) VLE=300			Flux (kg/j) VLE=15		
	Moyenne	Min	Max	Moyenne	Min	Max
Nov. 2023	652	229	1621	112	15	253
Février 2024	272	150	761	35	5	112
Mars 2024	597	299	1229	96	19	263
Avril 2024	720	357	1469	125	34	340
Mai 2024	613	267	996	115	31	272
14/03/2023	970					
13/06/2023	1170					
27/09/2023	543					
12/12/2023	1180			254		
12/03/2024	332			49		

N.B : les valeurs des lignes mensuelles du tableau ci-dessus correspondent à l'autosurveillance réalisée par l'exploitant, les valeurs sur une journée à l'échantillon 24 h analysé par le laboratoire accrédité.

La VLE pour la DCO est fixée à 300 mg/l en concentration et 15 kg/j en flux.

La fréquence de surveillance fixée à journalière pour le paramètre DCO par l'APC du 28 juillet 2023 est respecté par l'exploitant depuis 2024. L'analyse des mesures met en évidence des dépassements quotidiens. Ces dépassements seraient anciens. La mise en place du process de nettoyage des fils en 2015 par des lessives-graisses en seraient, en première hypothèse la source. L'exploitant a initié une démarche de recherche d'identification des dépassements, avec un bureau d'études. L'hypothèse serait que les effluents sont chargés en matière non soluble, difficilement abattable par la STEP physico-chimique. L'une des actions, qui reste à confirmer, est la mise en place d'un bac à graisses à l'amont de la STEP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant pour cette mise en conformité en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 6 mois production de l'étude technico-économique incluant une phase de diagnostic et une phase de propositions d'actions ; - sous 15 mois (incluant la période d'arrêt de l'usine pendant les congés d'été) la réalisation des actions correctives et l'évaluation de leurs effets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 mois

N° 10 : Recherche des substances RSDE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2023, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"Surveillance des substances ci-dessous pendant 1 an et si absence ou concentration < LQ ou NQE, abandon de la surveillance en accord avec l'inspection des installations classées : Tableau [...]"</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la recherche des substances visées au tableau 2 de l'article 6.2 de l'APC du 28 juillet 2023, deux campagnes (prélèvements et analyses) ont d'ores et déjà été réalisées : 1^{er} et 2^d trimestre 2024.</p> <p>L'exploitant construit son échantillon sur la journée de lundi.</p> <p>Les débits en sortie de STEP sont assez variables selon le jour de la semaine.</p> <p>Pour les deux autres campagnes, d'autres jours doivent être visés pour construire l'échantillon et ainsi être représentatif de l'ensemble des modes de production.</p> <p>A l'issue des 4 campagnes à fréquence trimestrielle, il convient que l'exploitant agrège l'ensemble des résultats et propose un programme de surveillance pérenne de ces rejets aqueux.</p> <p>Pour cela, l'exploitant produira un rapport incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés - des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances.
Type de suites proposées : Sans suite